

Attestation de vacances 2020 Article 228, §2 de l'A.R. du 3 juillet 1996



Remettez ce formulaire au plus vite et dûment complété :

par poste : **Mutualité Partena, Service Indemnités, Sluisweg 2 bte 1 - 9000 Gent**
ou par voie digitale : www.partena-mutualite.be/attestation-de-vacances

DONNEES DU TRAVAILLEUR

Nom et prénom :
Numéro national :
Date de début de l'incapacité de travail : / /

A REMPLIR PAR LE DERNIER EMPLOYEUR¹

(Sauf si l'intéressé est chômeur au début du risque)

Dénomination de l'employeur ou de l'entreprise :
Adresse :
N° ONSS (APL) ou n° unique de l'entreprise : N° de téléphone :

Le soussigné déclare par la présente que la personne mentionnée ci-dessus est :

- Soumise au régime de vacances du secteur privé²
 Soumise au régime de vacances du secteur public³
↳ Si secteur public : le reste du document ne doit plus être rempli. Il suffit de signer.

Le travailleur est **OUVRIER** (bénéficie d'un pécule de vacances payé par une caisse de vacances ou l'ONVA) et est :

- Occupé A TEMPS PLEIN :
- Travaille dans un régime de jours per semaine⁴
 - **A déjà pris en 2020⁵**, à la date de début du risque visée ci-dessus : jours de vacances pour lesquels l'ouvrier a perçu un pécule de vacances ou une rémunération.
 - **A droit en 2020⁵** à jours de vacances complémentaires qui seront rémunérés par l'employeur pendant l'année de vacances, si le risque se prolonge jusqu'à la fin de l'année de vacances (jours non reportables à l'année suivante).
- Occupé A TEMPS PARTIEL (veuillez compléter les jours et les heures) :
- Travaille dans un régime de jours par semaine⁴ et de heures par semaine (facteur Q)⁶
 - **A déjà pris en 2020⁵**, à la date de début du risque visée ci-dessus :
..... jours de vacances pour lesquels l'ouvrier a perçu un pécule de vacances ou une rémunération.
..... heures de vacances pour lesquels l'ouvrier a perçu un pécule de vacances ou une rémunération.
 - **A droit en 2020⁵** à :
..... *jours* de vacances complémentaires qui seront rémunérés par l'employeur pendant l'année de vacances, si le risque se prolonge jusqu'à la fin de l'année de vacances (jours non reportables à l'année suivante).
..... *heures* de vacances complémentaires qui seront rémunérés par l'employeur pendant l'année de vacances, si le risque se prolonge jusqu'à la fin de l'année de vacances (heures non reportables à l'année suivante).

Remarque ! le nombre de jours de vacances légales et ceux payés par Vacantex ou la caisse de vacances de l'industrie diamantaire auxquels le travailleur a droit est communiqué par l'ONVA.



I008111D0000000440590300

Le travailleur est **EMPLOYE** ou en une autre qualité et bénéficie d'un pécule de vacances payé par l'employeur et est :

Occupé A TEMPS PLEIN :

- Travaille dans un régime de,..... jours par semaine⁴
- Doit encore prendre à la date de début du risque visée ci-dessus :,..... jours de vacances qui seront rémunérés par l'employeur pendant l'année de vacances, si le risque se prolonge jusqu'à la fin de l'année de vacances (jours non reportables à l'année suivante).

Occupé A TEMPS PARTIEL (veuillez compléter les jours et les heures) :

- Travaille dans un régime de,..... jours par semaine⁴ et de,..... heures par semaine (facteur Q)⁶
- Doit encore prendre à la date de début du risque visée ci-dessus :
.....,..... *jours* de vacances qui seront rémunérés par l'employeur pendant l'année de vacances, si le risque se prolonge jusqu'à la fin de l'année de vacances (jours non reportables à l'année suivante).
.....,..... *heures* de vacances qui seront rémunérés par l'employeur pendant l'année de vacances, si le risque se prolonge jusqu'à la fin de l'année de vacances (heures non reportables à l'année suivante).

Date : / /

Signature employeur :

A REMPLIR PAR L'ORGANISME DE PAIEMENT DES ALLOCATIONS DE CHOMAGE

(Si le travailleur était chômeur au début du risque)

Identification de l'organisme de paiement des allocations de chômage :

.....

Selon nos informations, la personne mentionné ci-dessus aurait droit à,..... jours de vacances durant l'année de vacances 2020.

Nous avons déjà imputé,..... jours de vacances au cours de cette année de vacances, exprimés dans un régime de travail de six jours par semaine.

Date : / /

Signature organisme de paiement :

REPARTITION JOURS DE VACANCES

(Seulement à remplir si vous êtes ouvrier, chômeur, intérimaire, artiste ou un employé dont le contrat de travail a pris fin)

Je choisis d'imputer les jours non indemnisables couverts par un pécule de vacances sur le(s) mois suivant(s) :

Mois	Nombre de jours
..... 2020
..... 2020
..... 2020
..... 2020
..... 2020
..... 2020

Numéro de téléphone :

Date : / /

Signature travailleur :

Information supplémentaire

Par vacances, il y a lieu d'entendre :

- les vacances annuelles visées par les lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés (vacances légales);
- les vacances complémentaires payées par Vacantex et la caisse de vacances pour l'industrie diamantaire, aux ouvriers travaillant dans les secteurs du textile, du lin et du diamant (vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire);
- les vacances annuelles autres que les vacances visées ci-dessus, pendant lesquels le travailleur maintient sa rémunération (vacances complémentaires).
Les vacances complémentaires ne doivent être mentionnées que si ces vacances doivent être prises durant l'année de vacances (non reportables) et si, ne pouvant être prises en raison du risque, elles sont obligatoirement rémunérées durant l'année de vacances.

Remarque importante ! Les vacances supplémentaires en cas de début ou de reprise d'activité, visées à l'article 17bis des lois coordonnées du 28 juin 1971, ne doivent pas être prises en considération.

- ¹ Si le travailleur a la qualité d'intérimaire au début du risque, l'attestation doit être complétée par l'entreprise de travail intérimaire. Si le travailleur est un gardien d'enfants au début du risque, l'attestation doit être complétée par l'employeur précédent qui occupait ce travailleur durant l'exercice de vacances.
- ² Par régime de vacances applicable au secteur privé, il y a lieu d'entendre le régime de vacances annuelles des travailleurs salariés (lois coordonnées du 28 juin 1971 et arrêté royal d'exécution du 30 mars 1967).
- ³ Le régime de vacances applicable au secteur public (qui s'applique également aux contractuels du secteur public) est fixé par l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux jours de congé accordés aux membres de personnel des administrations de l'Etat, qui détermine la durée des vacances, et l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif au pécule de vacances octroyé aux agents de l'Administration générale du Royaume, qui détermine les modalités de calcul du pécule de vacances.
- ⁴ Le nombre de jours de vacances doit être exprimé dans le régime de travail de l'intéressé (nombre de jours par semaine du régime de travail); il s'agit du nombre de jours durant lesquels le travailleur est censé effectuer un travail (1, 2, 3, 4, 5, 6 ou 7) s'il preste un nombre de jours fixe par semaine ou du nombre moyen de jours par semaine durant lesquels il est censé effectuer un travail, déterminé sur base du cycle complet de travail, si le régime de travail est variable (cf. les instructions aux employeurs pour compléter la déclaration trimestrielle à l'ONSS publiées sur le site portail de la sécurité sociale).
- ⁵ Année de vacances à compléter par l'organisme assureur. Par année de vacances, il y a lieu d'entendre l'année au cours de laquelle les vacances doivent être accordées.
- ⁶ Pour les travailleurs à temps partiel pour lesquels des heures doivent être mentionnées, veuillez indiquer le nombre moyen d'heures par semaine du travailleur (facteur Q), c'est-à-dire la durée normale hebdomadaire moyenne de travail, augmentée des heures de repos compensatoire rémunérées accordées dans le cadre d'un régime de réduction de la durée du travail.

Les heures doivent être exprimées en décimales (ex 7h40 devient 7,66)